



Annexe 4

Entretiens de l'OCQD avec les partis politiques

EELV – 30 mai 2013

En présence de :

-Pascal Durand (Secrétaire national)
 -Lionel Guérin (salarié du siège national en charge du contenu)
 -Virginie Lambert-Ferry (chargée de la communication)
 -Marine Tondelier (membre du Bureau exécutif)

-Jean-Claude Devèze (JCD)
 -Jean-Baptiste de Foucauld (JBF)
 -Clémence Perrussel (CP)
 -Jacques Rémond (JR)

LE PACTE CIVIQUE ET EELV

I- Lien Pacte Civique / EELV

- **ADHESION AU PACTE CIVIQUE** - JBF rappelle qu'Eva Joly et Philippe Meirieu ont adhéré au Pacte Civique. Dès le début de l'entretien Pascal Durand s'engage à y adhérer à titre personnel, car le Pacte Civique sont en accord avec ses valeurs.
- **TRANSFORMATIONS** - JBF indique les lignes de convergence entre cette initiative et les valeurs portées par les écologistes. Le Pacte Civique s'est inspiré du processus mis en œuvre pour le lancement du Pacte Ecologique, mais aussi de l'idée de transformation, pas seulement écologique mais aussi culturelle et sociale pour relier des facteurs créatifs nous permettant de sortir du climat actuel, pour le moins anxiogène. Le changement doit emprunter un chemin balisé par l'articulation de trois domaines (personnel, organisationnel et politique) et des quatre valeurs du Pacte Civique (sobriété, créativité, justice, fraternité).
- **AIDE DU PC ?** - Compte-tenu de l'engagement 17 du Pacte Civique concernant les partis politiques, qui est de donner la priorité, dans les organisations, aux enjeux réels et non à la lutte interne, et de privilégier le dialogue avec la société civile, JBF demande si le Pacte Civique pourrait apporter quelque chose à EELV.
- **ROLE DES PACTES** – Face à l'observation que fait JBF relative à la difficulté pour le Pacte Civique d'émerger, Pascal Durand a rappelé que le Pacte Ecologique n'a commencé à fonctionner que lorsque N. Hulot a annoncé qu'il allait se porter candidat à l'élection présidentielle. C'est peut-être ce type d'expérience qu'est en train de vivre le Pacte Civique.
- **DIMENSION SPIRITUELLE D'EELV ?** – Pascal D. revendique une liberté de conscience absolue et donc il ne peut parler sur ce sujet au nom du parti. Le sacré n'est pas primordial au sein du parti, issu de convergences différentes ; par contre il y existe un courant spirituel fort, peu exprimé. En tant qu'écologistes, ils ne sont pas matérialistes ; mais ils n'ont pas les outils pour

penser au sacré, au spirituel. Livre qui l'inspire personnellement : *L'Éthique de la Terre –de John Baird-Callicott.*

EELV défend le mariage pour tous depuis longtemps, et considère que les droits des homosexuels et des hétérosexuels doivent être les mêmes : il ne faut pas introduire de la discrimination par cette loi, notamment sur la PMA et la GPA. Mais EELV est disposé à débattre de ces sujets.

II- Fracture entre le politique et le citoyen

- **MANQUE DE DIALOGUE** – JCD regrette que l'on n'ait pas su dialoguer dans les partis, au sein de l'Église... au sujet du mariage pour les couples de même sexe. Pascal D. considère que c'est parce que le débat a été instrumentalisé, que certains s'en sont emparés (UMP, LMPT...). Or les grands débats sociétaux ne doivent pas être instrumentalisés. Il reconnaît que la classe politique française ne sait pas dialoguer avec la société sans logique de pouvoir ; il est pour une démocratie apaisée, tolérante, pratiquant le dialogue. Après l'affaire Cahuzac, Pascal Durand a écrit à tous les partis qui avaient appelé à voter Hollande, afin de discuter de ce manque de qualité démocratique. Mais même ce genre d'initiatives échoue, car chacun est dans sa logique, avec ses arrière-pensées, ce qui empêche le dialogue.
- **DOUBLE LANGAGE** - La perception de l'importance de l'écologie par les citoyens existe (cf. les 750 000 signatures pour le Pacte Ecologique par exemple) ; par contre la plupart des acteurs politiques sont incapables de tisser des liens et de remettre humanité et fraternité dans la société, à cause de la logique libérale. Les politiques ont du mal à « accompagner » la société civile. De plus, quand ils sont au pouvoir, ils ne respectent pas leurs engagements, renonçant souvent avant même d'essayer. Ils ne se rendent pas compte à quel point ce double langage mensonger fait du mal à la démocratie. De plus, leur hypocrisie nuit au dialogue qui a besoin d'espace de débat sincère. Pascal D. et JBF se rejoignent sur le fait que dans d'autres pays, les politiques ont une capacité à penser l'action, croient à ce qu'ils font, sont au moins cohérents. En France, on navigue à vue. Cette confiscation du débat favorise les souverainismes...
- **ABSENCE DE VISION** - Ce qui manque aujourd'hui au gouvernement, ce n'est pas la capacité à l'effort mais la vision qui sous-tend l'action. On ne sait donc pas pourquoi on ferait des efforts. Il peut y avoir de très bons gestionnaires mais sans aucune espérance... Ainsi les écologistes sont contre l'endettement du pays, plaie du modèle actuel. Mais il faut donner une vision aux gens, expliquer pourquoi il faut baisser les déficits. Or les modèles de fabrication des élus actuellement n'intègrent pas la nécessité d'une vision...

III- L'écologie, origine et actualité

- **RESISTANCE ET CONSTRUCTION**- L'écologie est née du refus permanent. Aujourd'hui, il faut dépasser cette image d'opposants systématiques, en particulier en accompagnant la société civile dans sa capacité constructive.
- **VALEURS** – Pascal Durand se dit très attaché au respect de la démocratie qui s'incarne dans le respect de la parité, le non-cumul des mandats... A titre personnel il a arrêté son métier et n'a pas de mandat électif, ce qui lui permet de se consacrer entièrement au Secrétariat de EELV.
- **PRISE DE CONSCIENCE ET IMPLICATION CITOYENNE**- A propos du Débat National sur la Transition Énergétique : la publicité faite sur ces débats est facteur de changement, car elle implique réellement les citoyens. Rien ne se fait s'il n'y a pas de prise de conscience, mais encore faut-il un espace pour éclairer la conscience ! Ces espaces commencent à exister au niveau local, en régions, avec les Agendas 21, etc. Ces réponses ne sont pas forcément toutes viables à terme mais elles permettent la prise de conscience. Au niveau national, on ne s'aperçoit pas encore que laisser un espace de débat est un enjeu important.

L'OBSERVATOIRE CITOYEN DE LA QUALITE DEMOCRATIQUE

JCD explique pourquoi le Pacte Civique a créé un Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique. Dans le cadre des travaux de cet Observatoire, les deux sujets ci-après ont été privilégiés pour dialoguer avec les partis.

I- Le statut de l'élu et le mandat électif

Un mandat électif est-il un service ou un métier ?

- Le mandat politique n'est pas un métier, sinon ce serait la fin du lien avec la société civile.

Quel statut et quelle rémunération ?

- Un statut de l'élu est donc nécessaire, afin de permettre plus d'ouverture et une meilleure représentativité sociale des élus. CP explique que le thème des Entretiens de la Gouvernance Publique organisés par des élèves de l'ISMaPP en octobre 2012 était : « Le mandat électif, entre métier et vocation ». Beaucoup d'élus considèrent qu'il serait bon d'établir un statut de l'élu, mais qu'il n'est pas fait par difficultés techniques ou désaccords. Pour Pascal D., ce statut n'est pas mis en place non pour des difficultés techniques, mais parce qu'il n'intéresse personne. EELV le propose depuis très longtemps, et a d'ailleurs rédigé des amendements à ce sujet dans le cadre de la réforme territoriale. Ex : Conseil Municipal d'Hénin-Beaumont, composé de retraités dévoués... mais il faudrait augmenter les indemnités pour attirer les jeunes, tout en sachant que la plupart des élus cumulant, ce n'est pas forcément opportun d'augmenter les indemnités...

Un élu doit-il garder son activité professionnelle ?

- A titre personnel, depuis qu'il est secrétaire national, il a arrêté sa profession. Mais il n'a pu faire ce choix que parce qu'il avait les moyens de le faire.

Que pensez-vous du cumul de mandats ? Faut-il faire un audit général qui serait rendu public ?

- EELV est favorable aux interdictions génériques et non au cas par cas. Réponse dans le programme d'EELV :
 - un seul mandat à choisir entre parlementaire et responsable d'un exécutif local ;
 - cumuler deux exécutifs locaux est à exclure ;
 - abandon temporaire du mandat électif si fonction ministérielle ;
 - pas plus de deux mandats successifs pour parlementaires et exécutifs ;
 - droit de vote des étrangers ;
 - parité.
- Trente-neuf présidents de conseils généraux sont sénateurs, ce qui verrouille la prise de décisions. Cela induit une sorte de théorie des jeux : on vote pour la personne que l'on connaît, donc pour celui qui cumule. Au niveau local, ce sont aussi les électeurs qui choisissent les cumulards.
- Il faut faire des choix, c'est une sorte de sobriété : on ne peut pas tout faire. Changer notre vision du monde, pour mieux exercer ces fonctions. Sa position sur les interdictions génériques est minoritaire, et crée souvent une double-peine pour le moment. C'est aux élus d'accepter le non-cumul, le problème n'est pas technique. Il faut changer notre culture du pouvoir.
- Il faut définir des projets, et ensuite seulement choisir des personnes en adéquation. JBF se réfère pour sa part à l'expérience monastique qui établit d'abord un profil, puis choisit une personne en fonction de celui-ci. Pascal Durand rappelle qu'en 1791, il était prétentieux de dire qu'on était candidat.

Quels élus pour la France ?

- Il faudrait moins d'élus, mais plus représentatifs de la société.
- Il faudrait revoir comment donner aux collectivités territoriales un espace de l'intérêt général. Le Sénat, qui n'a pas de compétences décisionnelles aujourd'hui, est-il encore utile ? C'est de l'hypocrisie de maintenir notre mille-feuille dans une période où on est à la recherche d'économies.

II- L'Europe

- **LANCEMENT D'UNE PRIMAIRE EUROPEENNE PAR EELV** – Chaque pays désignera un binôme homme-femme pour être leader des listes « Vertes » aux élections européennes être candidat à la présidence de la Commission européenne. L'élection se fera par des primaires ouvertes. Tout le monde peut postuler et voter. Les résultats de la désignation du binôme sont prévus pour le 18 octobre.
 - Le Pacte Civique fera un communiqué pour soutenir cette initiative.
- **LA CONSTITUANTE** – EELV aux européennes de 2009 = 16,4% des voix aux dernières élections, à 0,4% du PS... La Constituante pour une nouvelle « Constitution » permettait de créer un espace démocratique nouveau, avec les risques liés à la démocratie. Elle permettait de s'interroger et de poser le débat suivant : quelle Europe on veut ? Le débat doit avoir lieu même si l'Europe est libérale et de droite. La Commission n'ayant pas de pouvoir démocratique, elle ne doit pas de substituer aux partis nationaux pour l'instant. Mais il faut distinguer les causes et les effets : la Commission peut dire qu'il faut réformer les retraites en France, sans indiquer les moyens de le faire.
- **PLUS D'EUROPE** - Les grands enjeux du XXIème siècle seront européens. Or aujourd'hui, il y a certes des interconnexions, mais il y a surtout de la concurrence entre Etats européens. Il faudrait imaginer un espace européen géré en commun, ex : avec le solaire en Espagne, les éoliennes au Danemark... Peu de domaines échappent à ce transfert de souveraineté, mais qui se fait dans l'intérêt collectif.
- **REGIONALISME** – En parallèle de ces transferts de souveraineté vers l'Europe, il doit y avoir plus de régionalisme s'appuyant sur des pratiques locales. Les Euro-régions françaises ne représentent rien, mais la majorité a voté contre la proposition de loi pour rétablir une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen, en partie à cause d'intérêts personnels, en partie pour empêcher la montée des extrêmes.
- **LES LISTES POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES SERONT-ELLES OUVERTES SUR LA SOCIETE CIVILE ?** – En 2009 une dynamique a été créée. Des jeunes de compétences et d'horizons divers se sont formés et sont entrés dans le travail parlementaire et pratique à Bruxelles. Il serait injuste de tous les forcer à partir, surtout qu'ils sont toujours en lien avec la société civile.
- **FACE AUX BESOINS D'INITIATIVES EN FRANCE POUR UNE TRANSITION, QUE PENSEZ-VOUS DES CONFERENCES CITOYENNETE- JUSTICE-FRATERNITE ?** – Pascal D. est favorable à ce type de démarches, car il sent la société en désespérance. Il manque un instrument pour piloter le global, ce que l'Etat ne gère plus. Pour une véritable prise de conscience, il faut une vision, un horizon, un projet politique (cf. Jean Jaurès).